



IMMATRICULATION DES VÉHICULES

LE SIV UN AN APRÈS

15 avril 2009 / 15 avril 2010

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ■ Les chiffres-clés du SIV | 3 |
| ■ La nouvelle immatriculation des véhicules en bref | 4 |
| ■ Le système d'immatriculation des véhicules (S.I.V) : les principales dispositions | 6 |
| ■ Six fiches pour mieux connaître le SIV | |
| • Fiche 1 : Pourquoi un nouveau système d'immatriculation ? | 12 |
| • Fiche 2 : Une immatriculation à vie du véhicule | 13 |
| • Fiche 3 : Un système plus simple | 14 |
| • Fiche 4 : Un système plus sûr | 16 |
| • Fiche 5 : Un système plus performant | 17 |
| • Fiche 6 : Plaques et numéros | 19 |
| ■ Comment fonctionne le SIV ? | 20 |
| ■ La nouvelle plaque d'immatriculation | 21 |
| ■ Les systèmes d'immatriculation dans les pays d'Europe frontaliers et le Benelux | 22 |
| ■ Le certificat d'immatriculation | 28 |
| ■ La carte de France des logos régionaux du SIV | 29 |

Les chiffres-clés du SIV

7 360 000 : c'est le nombre de véhicules immatriculés dans le nouveau système depuis le 15 avril 2009, pour les véhicules neufs et depuis le 15 octobre 2009 pour les véhicules d'occasion. 47,96% de ces immatriculations ont été réalisées en préfectures, et 52,04% chez les professionnels de l'automobile (garagistes et concessionnaires habilités).

Ce total se décompose en :

- **3 399 000** immatriculations de véhicules neufs, dont 8,58% en préfectures et 91,42% chez les professionnels de l'automobile
- **3 961 000** immatriculations de véhicules d'occasion, dont 78,02% en préfectures et 21,98% chez les professionnels de l'automobile

23 866 : c'est le nombre de professionnels de l'automobile inscrits pour devenir partenaires habilités du SIV

3 : c'est le nombre de jours que met en moyenne le certificat d'immatriculation pour parvenir par courrier sécurisé au domicile du propriétaire du véhicule.

289 341 840 : c'est le nombre de possibilités offertes par le nouveau système d'immatriculation qui correspond à 2 lettres, un tiret, 3 chiffres, un tiret et deux lettres et qui permettra d'assurer l'immatriculation des véhicules pendant environ soixante-dix ans. Toutefois, certaines lettres et combinaisons sont interdites pour éviter tout risque de confusion.

Plus de 36 millions : c'est le nombre de conducteurs concernés par la réforme pour un parc d'environ 50 millions de véhicules immatriculés.

Près de 13 millions : c'est le nombre de cartes grises délivrées chaque année : 3 millions pour les achats de véhicules neufs, plus de 6 millions pour les véhicules d'occasion changeant de propriétaire et le reste pour diverses modifications.

Plus de 10 millions : c'est le nombre d'opérations liées à l'immatriculation des véhicules mais ne donnant pas lieu à la délivrance d'une carte grise (certificat de non-gage par exemple) qui sont également effectuées chaque année.

Plus de 23 millions : c'est le nombre d'opérations liées à des immatriculations (cartes grises et autres) réalisées annuellement et plus de 50 millions de consultations diverses.

7 : c'est le nombre de caractères correspondant au numéro d'immatriculation : 2 lettres, 1 tiret, 3 chiffres, 1 tiret, 2 lettres.

2 488 310 : c'est le nombre de visites sur le site de l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) depuis le démarrage du SIV.

(chiffres arrêtés au 13 avril 2010 inclus)

La nouvelle immatriculation des véhicules en bref

consultez le site : www.interieur.gouv.fr



UN NUMÉRO ATTRIBUÉ À VIE À VOTRE VÉHICULE

Pourquoi ?

Depuis le 15 avril 2009, la France a mis en place un nouveau système d'immatriculation des véhicules (SIV) pour trois raisons principales :

- Simplifier les démarches des usagers
- Fiabiliser l'immatriculation des véhicules
- Disposer d'un système informatique moderne, évolutif et adapté aux télé services pour les usagers et les professionnels

Comment ?

Un numéro d'immatriculation est attribué définitivement à votre véhicule, de sa première mise en circulation jusqu'à sa destruction.

Ce nouveau système présente des avantages pratiques, d'importantes simplifications et des économies pour l'automobiliste.

Par exemple,

- Si vous déménagez dans un autre département en conservant votre voiture, vous n'êtes plus obligé de faire modifier son numéro d'immatriculation ;
- Si vous achetez une voiture d'occasion déjà immatriculée dans le nouveau système, vous conservez le même numéro, d'où que vienne ce véhicule.

Un dispositif d'immatriculation à vie des véhicules est déjà en vigueur chez la plupart de nos voisins européens : Allemagne, Espagne, Italie, Grande-Bretagne...

Quand ?

Les véhicules reçoivent un nouveau numéro d'immatriculation :

- Depuis le 15 avril 2009 pour les véhicules neufs ;
- Depuis le 15 octobre 2009 pour les véhicules d'occasion, lors d'un changement de propriétaire ou d'adresse, ou de toute autre modification affectant la carte grise. Le basculement dans le nouveau système se fait au fur et à mesure de ces opérations. Si aucune modification n'affecte la carte grise de votre véhicule, celui-ci conserve son numéro d'immatriculation actuel. Les cyclomoteurs sont repris dans le nouveau système depuis le 15 octobre 2009.

Les habilitations et les agréments des professionnels auprès des préfectures se poursuivent sans interruption.

UN SYSTÈME PLUS SIMPLE, PLUS SÛR ET PLUS PERFORMANT

Plus simple

La simplification des procédures liées à l'immatriculation entraîne des économies de temps et d'argent.

Vous pouvez faire immatriculer votre véhicule partout en France, quel que soit votre lieu de domicile, auprès :

- d'un professionnel de l'automobile habilité (garagiste, concessionnaire, etc.),
- d'une préfecture de votre choix.

Un certificat provisoire d'immatriculation, valable un mois et comportant votre numéro définitif, vous est remis dès paiement des taxes et vous permet de circuler immédiatement avec votre véhicule.

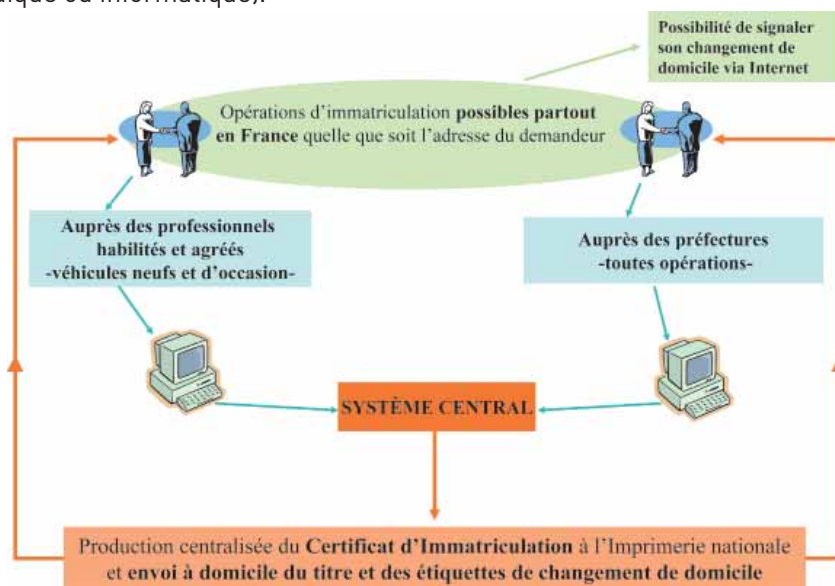
Vous recevez ensuite, dans un délai d'une semaine au maximum, votre carte grise à votre domicile par envoi postal sécurisé.

Plus sûr

L'attribution d'un numéro à vie à chaque véhicule permet une lutte plus active contre les fraudes et les trafics, qu'il s'agisse des certificats d'immatriculation ou des plaques minéralogiques.

Plus performant

L'Agence nationale des titres sécurisés assure la maintenance et l'évolution du système ainsi que l'assistance aux usagers. Un centre d'appels a été mis en place pour aider les automobilistes, les professionnels et les préfetures (état d'avancement des dossiers, assistance juridique ou informatique).



LIBERTÉ DE CHOIX POUR LE NUMÉRO DE DÉPARTEMENT

Le maintien d'un identifiant territorial

Vous devez continuer à faire figurer sur votre plaque un numéro de département : un emplacement est prévu à cet effet, surmonté du logo de la région correspondante.

Cette référence locale n'a plus nécessairement de lien avec votre adresse. Vous pouvez donc choisir le département avec lequel vous ressentez les attaches ou les affinités personnelles les plus profondes, qu'il soit ou non votre lieu de résidence.

Afficher ses racines

Ainsi, par exemple, un Alsacien, un Antillais, un Auvergnat, un Breton, un Ch'ti, un Corse... habitant une autre région que celle de ses origines peut, s'il le souhaite, afficher ses racines.

En cas de rachat d'un véhicule d'occasion, vous pouvez, selon votre souhait, conserver la référence locale apposée par l'ancien propriétaire ou en choisir une autre.

Le nouveau numéro

Le nouveau numéro, attribué chronologiquement dans une série nationale unique, est composé d'une série de 7 caractères formée de **2 lettres, 1 tiret, 3 chiffres, 1 tiret, 2 lettres**.

La nouvelle plaque

La nouvelle plaque est plus facilement lisible par le contraste des caractères de couleur noire sur **fond blanc**.



LE SYSTEME D'IMMATRICULATION DES VEHICULES (S.I.V.) :

LES PRINCIPALES DISPOSITIONS

A - Les raisons de la réforme : volonté de simplifier les démarches des usagers, de rendre plus performante l'immatriculation des véhicules et de mettre en place un nouveau système répondant aux exigences de capacité

1.- Le nouveau système d'immatriculation simplifie les démarches pour les usagers : il s'agit de modifier le système d'immatriculation des véhicules pour l'inscrire plus complètement dans le développement des téléservices afin de limiter les démarches et attentes des usagers dans les administrations. Les démarches sont simplifiées notamment par l'utilisation d'Internet. Centré sur le service aux usagers, le nouveau système renforce le partenariat avec les professionnels du commerce automobile.

2.- L'ancien système FNI (Fichier national des immatriculations) ne permettait pas facilement l'introduction de nouvelles fonctionnalités ou l'ouverture plus grande sur Internet.

Le système informatique FNI était ancien et certains de ses composants essentiels étaient obsolètes. Il devait donc être remplacé afin de permettre l'introduction de simplifications pour les usagers et les professionnels de l'automobile.

3.- Le FNI n'était pas entièrement fiable : il détenait plus de 150 millions de dossiers alors que des études montraient qu'environ 40 millions de véhicules circulaient réellement. La différence s'expliquait notamment par le fait que les propriétaires omettaient de déclarer la destruction de leurs véhicules et ces oublis s'étaient accumulés depuis une quinzaine d'années.

Le fichier d'adresses présentait également des erreurs, alors qu'il jouait un rôle central dans de nombreuses procédures.

De plus, l'ancien dispositif de numérotation, datant de 1950, se serait épuisé d'ici 2016-2018 pour Paris.

Aussi, était-il nécessaire de remplacer l'ancien système dans un but de performance, de souplesse et d'adaptation.

B - Les principes retenus : il s'agit en premier lieu de simplifier les démarches des automobilistes grâce à plusieurs réformes

1.- Premier élément de simplification, un numéro à vie pour le véhicule.

Dans l'ancien système, les automobilistes étaient contraints de faire procéder au changement de l'immatriculation de leur voiture chaque fois qu'ils changeaient de département ou qu'ils faisaient l'acquisition d'un véhicule d'occasion issu d'un autre département.

Grâce au numéro à vie, le véhicule conserve la même immatriculation depuis la date de sa première mise en circulation jusqu'à sa destruction ou son exportation, quelle que soit l'identité ou l'adresse de son propriétaire.

Le propriétaire d'un véhicule n'a plus l'obligation d'en faire modifier le numéro minéralogique en cas de changement de département.

- L'usager peut demander sa carte grise en tout lieu du territoire, quel que soit son département de résidence.

Le numéro est composé de sept caractères : 2 lettres suivies de 3 chiffres puis 2 lettres, les blocs de lettres et de chiffres étant séparés par des tirets (exemple : AA-123-AA). Il est attribué chronologiquement dans une série nationale unique gérée par un système centralisé.

Les véhicules neufs reçoivent une immatriculation de ce nouveau type (de AA 001 AA jusqu'à ZZ 999 ZZ) lors de leur première mise en circulation, depuis le 15 avril 2009. Les cyclomoteurs ont déjà une immatriculation de ce type (de A 11 A jusqu'à ZZ 999 Z).

Les véhicules d'occasion font l'objet d'une immatriculation dans la nouvelle série, soit lors d'une cession, soit à l'occasion d'un changement d'adresse ou de toute autre modification entraînant l'émission d'une nouvelle carte grise depuis le 15 octobre 2009.

L'immatriculation des véhicules d'occasion FNI dans la nouvelle série SIV se fait en préfecture ou chez un professionnel de la distribution automobile habilité, jusqu'à la reprise complète du parc.

- Une référence locale sur la plaque d'immatriculation

Le numéro d'immatriculation attribué au véhicule est indépendant de l'adresse du propriétaire puisque le principe du SIV repose sur l'immatriculation à vie du véhicule. Cependant, pour tenir compte de l'attachement des automobilistes à leur territoire, ils font suivre ce numéro d'une identification locale de leur choix. Cette référence est à la fois départementale, sous la forme du numéro actuel du département, et régionale, sous la forme d'un logo régional, correspondant au département choisi, proposé par chaque conseil régional et arrêté officiellement par l'Etat. (cf. la carte de France des logos régionaux du SIV page 29).

La référence locale apparaît sur un emplacement situé sur la partie droite de la plaque, symétriquement à celui de l'identifiant européen, obligatoire depuis le 1er juillet 2004.

- Une plaque d'immatriculation blanche

Les plaques d'immatriculation, identiques à l'avant et à l'arrière du véhicule, conservent le même format qu'auparavant et sont de couleur blanche. Elles sont en effet plus facilement lisibles par le contraste des caractères de couleur noire sur fond blanc et d'autre part, répondent à des nécessités d'ordre écologique (la couleur jaune utilisant des composés à base de plomb nuisibles pour l'environnement). Les plaques sont fabriquées et commercialisées par les opérateurs privés.

Les véhicules de collection disposent d'un régime dérogatoire pour préserver leur caractère historique. Ils peuvent utiliser exceptionnellement une plaque sur fond noir dans le format d'origine avec un numéro SIV.

Les plaques des véhicules du corps diplomatique notamment conservent leurs caractéristiques actuelles mais sont enregistrées dans le SIV.

2.- Deuxième élément de simplification, le partenariat renforcé avec l'ensemble des professionnels de l'automobile augmente considérablement le nombre de sites permettant de procéder aux formalités d'immatriculation.

Le SIV a fait l'objet depuis plusieurs années d'une concertation approfondie et à chaque étape avec les représentants des professionnels de l'automobile, et il faut saluer le concours notamment du Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA), du Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA) et de la Chambre Syndicale des Importateurs d'Automobiles et de Motocycles (CSIAM).

D'autres professions sont concernées par le nouveau système et sont étroitement associées à sa mise au point : les assureurs, les experts, les huissiers, les broyeurs démolisseurs, les sociétés de crédit etc.

Ce renforcement du partenariat avec les professionnels de l'automobile permet de simplifier les démarches nécessaires à l'obtention de sa carte grise.

Ainsi, pour les véhicules neufs vendus par les professionnels du commerce automobile, les usagers peuvent faire leur demande de carte grise auprès des vendeurs (garagistes, concessionnaires, vendeurs indépendants...) qui prennent en charge les démarches. Les professionnels sont habilités par convention d'habilitation conclue avec le préfet de leur département.

Pour les véhicules d'occasion immatriculés dans le système FNI, les usagers peuvent choisir de faire leur demande de carte grise soit en préfecture soit chez un professionnel de l'automobile habilité. Pour les démarches en préfecture, ils ont ultérieurement la possibilité de faire le pré-enregistrement de leur demande d'immatriculation par Internet, afin d'accélérer le traitement de leur dossier au guichet.

Pour les véhicules d'occasion immatriculés dans le SIV, la carte grise peut être demandée par l'intermédiaire des professionnels de l'automobile qui sont habilités.

Les sites de demande de cartes grises sont donc ainsi beaucoup plus nombreux et plus diversifiés que le seul réseau des préfectures et sous-préfectures, offrant à l'utilisateur une plus grande proximité du service.

De plus, les automobilistes peuvent payer les taxes afférentes à la carte grise sur le lieu même de la vente du véhicule par tout moyen de paiement. Le professionnel doit être agréé par le Trésor Public et signer une convention d'agrément avec le préfet pour percevoir les taxes au nom du Trésor public. En toute hypothèse, l'automobiliste peut payer les taxes directement au Trésor public en utilisant sa carte bancaire dans les locaux du professionnel. Il peut aussi, s'il le souhaite, continuer à aller payer en préfecture.

Les principes et les modalités de fixation de la taxe régionale sur les cartes grises ne sont pas modifiés. Tous les cas actuels de paiement de la taxe régionale ou de gratuité subsistent donc.

Dans tous les cas, qu'il s'agisse de la vente par un professionnel ou de la cession entre particuliers, les usagers peuvent continuer à s'adresser aux guichets des préfectures s'ils le souhaitent.

Au total, chaque usager dispose d'un service considérablement assoupli, plus proche et n'a plus nécessairement à se déplacer à la préfecture.

3.- Troisième élément de simplification : le demandeur reçoit sa carte grise directement à son domicile.

Les demandes de carte grise sont donc adressées par téléprocédure au système national d'immatriculation qui effectue les contrôles et renvoie sans retard le numéro d'immatriculation définitif, dès paiement des taxes.

Le particulier peut donc connaître le numéro définitif d'immatriculation dès le moment de l'acquisition de son véhicule.

Le certificat d'immatriculation lui est adressé dans un délai d'une semaine, par envoi postal offrant toutes les garanties de traçabilité et de sécurité.

Pour lui permettre de circuler immédiatement, le professionnel agréé (ou la préfecture) lui remet un certificat provisoire d'immatriculation (CPI) comportant le numéro d'immatriculation définitif.

Le CPI est valable un mois.

C - Le SIV permet également de simplifier plusieurs procédures pour les professionnels de l'automobile

Le SIV est en relation avec de nombreux systèmes d'information afin de permettre la dématérialisation de la plupart des opérations touchant même indirectement à l'immatriculation, comme le suivi des véhicules amenés à être détruits, ceux qui sont déclarés dangereux pour la circulation, les inscriptions et radiations de gages, les déclarations d'achat, les déclarations de cession, les déclarations valant saisie...

D - Les préfectures conservent leurs compétences générales et ont un rôle de conseil et de contrôle

Les préfectures sont chargées du conseil aux usagers et aux professionnels qui peuvent donc être assistés dans leurs démarches.

Les préfectures conservent également une compétence générale pour l'immatriculation. Cela signifie qu'elles restent en capacité de réaliser toute opération relative à l'immatriculation.

En outre, les préfectures conservent le monopole de l'ensemble des opérations complexes ou sensibles. Il s'agit des opérations qui nécessitent un savoir-faire particulier ou exigent, pour éviter tout trafic ou détournement de procédure, un contrôle systématique : par exemple, l'immatriculation des véhicules de l'Etat ou des véhicules importés, les modifications d'état civil etc... Toute correction d'erreurs se fait en préfecture.

Enfin, les préfectures assurent le contrôle des procédures réalisées par les professionnels.

Il faut souligner que les certificats d'immatriculation sont personnalisés et produits par l'Imprimerie nationale conformément à la loi du 31 décembre 1993 relative à l'Imprimerie nationale.

L'ensemble du dispositif relève de l'Agence nationale des titres sécurisés implantée à Charleville-Mézières.

Cet établissement public, placé sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, dispose à ce titre d'un service central de gestion du SIV qui est chargé, en particulier :

- ▶ de la maintenance et de l'évolution du système d'information, de l'acquisition et de l'acheminement des titres ;
- ▶ du conseil aux usagers et aux professionnels (mise en place d'un centre d'appels) ;
- ▶ de la prévention et du traitement des anomalies ou des incidents du courrier.

E - Un déploiement « par métiers »

Le ministère de l'Intérieur et les professionnels ont convenu d'un déploiement progressif du SIV afin d'éviter tout incident compte tenu de la complexité du basculement du FNI vers le SIV.

1^{ère} phase (15 avril 2009) : immatriculation des véhicules neufs.

2^{ème} phase (15 octobre 2009) : immatriculation des véhicules d'occasion lors d'un changement de propriétaire, d'adresse, ou de toute autre modification affectant la carte grise, et reprise des immatriculations des cyclomoteurs.

Toutefois, le basculement de l'ensemble des véhicules immatriculés FNI dans le SIV nécessitera plusieurs années, et se déroulera « au fil de l'eau » c'est-à-dire au fur et à mesure des opérations de cession ou d'acquisition et de celles entraînant l'émission d'un nouveau certificat d'immatriculation.

SIX FICHES

POUR MIEUX CONNAÎTRE LE SIV

POURQUOI UN NOUVEAU SYSTEME D'IMMATRICULATION ?

Un ancien système vieillissant

Le nouveau Système d'immatriculation des véhicules (SIV) est né de la constatation du vieillissement du système de gestion des cartes grises et des serveurs informatiques, qui atteignaient leurs limites et ne se prêtaient plus qu'à des évolutions techniques de faible ampleur.

Le dispositif de numérotation, datant de 1950, venait à expiration d'ici quelques années, notamment à Paris. Il convenait donc d'anticiper.

Le ministère de l'Intérieur, en liaison avec le ministère chargé des Transports et la profession automobile, a engagé dès 2001 une réflexion sur le remplacement du système d'immatriculation en vigueur par un autre plus durable, plus sûr, plus performant, adapté au développement de l'administration électronique.

La complexité de cette opération, qui ne résulte donc pas d'une directive européenne, a nécessité une importante préparation qui a associé les professionnels du secteur de l'automobile, le ministère chargé des Transports et tous les autres ministères concernés.

Des millions d'opérations chaque année

La réforme concerne environ 38 millions de conducteurs pour un parc d'environ 50 millions de véhicules immatriculés, dont 40 circuleraient réellement.

Chaque année, près de 13 millions de cartes grises sont délivrées (3 millions pour les achats de véhicules neufs, plus de 6 millions pour les véhicules d'occasion changeant de propriétaire et le reste pour diverses modifications).

Plus de 10 millions d'opérations liées à l'immatriculation des véhicules mais ne donnant pas lieu à la délivrance d'une carte grise (certificat de non gage par exemple) sont également effectuées chaque année.

En tout, ce sont 23 millions d'opérations liées à des immatriculations (cartes grises et autres) qui sont réalisées annuellement et plus de 50 millions de consultations diverses.

**UN NOUVEAU SYSTEME D'IMMATRICULATION
PLUS SIMPLE
PLUS SÛR
PLUS PERFORMANT
ETAIT DONC INDISPENSABLE**

UNE IMMATRICULATION A VIE DU VEHICULE

Un numéro pérenne

Votre véhicule reçoit une immatriculation lors de sa première mise en circulation et la conserve jusqu'à sa destruction.

Cette immatriculation n'est plus liée à votre domicile : le numéro de votre véhicule est attribué dans une série nationale unique valable pour toute la France, et non plus selon votre département de résidence.

Un dispositif d'immatriculation à vie des véhicules est déjà en vigueur chez la plupart de nos voisins européens : Allemagne, Espagne, Italie, Grande-Bretagne...

Des avantages pratiques

Ce nouveau système présente de nombreux avantages pratiques ainsi que d'importantes simplifications et économies pour l'utilisateur. Quelques exemples :

- ▶ Vous pouvez faire immatriculer un véhicule n'importe où sur le territoire, et pas obligatoirement dans votre département de résidence. Vous obtenez immédiatement un numéro d'immatriculation définitif et une nouvelle carte grise.
- ▶ Si vous déménagez dans un autre département en conservant votre voiture, vous n'êtes plus obligé de faire modifier son numéro d'immatriculation.
- ▶ Si vous achetez une voiture d'occasion déjà immatriculée dans le nouveau système, vous conservez le numéro du véhicule.

Un déploiement progressif

Les véhicules reçoivent un nouveau numéro d'immatriculation :

- ▶ depuis le 15 avril 2009, pour les véhicules neufs,
- ▶ depuis le 15 octobre 2009 pour les véhicules d'occasion lors d'un changement de propriétaire, d'adresse, ou de toute autre modification affectant la carte grise.

Le déploiement du nouveau système se fait progressivement, au fur et à mesure des changements d'immatriculation.

Les cyclomoteurs sont repris dans le nouveau système depuis le 15 octobre 2009.

UN SYSTEME PLUS SIMPLE

VOUS N'AVEZ PLUS A VOUS DEPLACER EN PREFECTURE POUR OBTENIR VOTRE NUMERO D'IMMATRICULATION

1^{er} cas : vous achetez votre véhicule chez un professionnel habilité de l'automobile (garagiste, concessionnaire, vendeur de voitures ...)

- ▶ Si vous achetez un véhicule neuf, le professionnel demande pour vous la nouvelle immatriculation de votre véhicule. Il est habilité par la préfecture pour effectuer ces démarches pour vous. Il vous délivre dès paiement des taxes un certificat provisoire d'immatriculation comportant le numéro définitif qui vous permet de circuler immédiatement avec ce véhicule pendant un mois. Vous recevez ensuite, dans un délai d'une semaine, votre carte grise à votre domicile par courrier sécurisé.
- ▶ Si vous achetez un véhicule d'occasion, le professionnel habilité se charge également de demander pour vous votre nouvelle immatriculation. Il vous remet le certificat provisoire d'immatriculation avec lequel vous pouvez circuler pendant un mois.
- ▶ Dans tous les cas, vous conservez la faculté de vous déplacer en préfecture pour effectuer ces formalités. La préfecture garde une compétence de droit commun en matière d'immatriculation. Certaines opérations complexes ne peuvent se faire qu'en préfecture.

2^{ème} cas : vous achetez un véhicule d'occasion directement à un particulier

Vous avez le choix de vous adresser, soit :

- ▶ à un professionnel de l'automobile, qui aura signé une convention avec le préfet,
- ▶ à une préfecture de votre choix :
 - par courrier,
 - en vous déplaçant.

Si le véhicule d'occasion n'a pas été encore ré-immatriculé dans le nouveau système, vous obtenez une nouvelle immatriculation. Si le véhicule d'occasion bénéficie déjà d'une nouvelle immatriculation, vous conservez son numéro.

3^{ème} cas : vous achetez un véhicule neuf ou d'occasion qui obéit à une procédure particulière (véhicule provenant de l'étranger, véhicule de collection, etc)

Vous pouvez vous adresser à n'importe quelle préfecture qui effectue pour vous les démarches d'immatriculation.

DANS TOUS LES CAS :

- ▶ Votre nouvelle carte grise vous est adressée par voie postale sous pli sécurisé à votre domicile.
- ▶ Vous n'avez plus à changer votre numéro d'immatriculation :
 - quand vous achetez un véhicule d'occasion (déjà immatriculé dans la nouvelle série),
 - quand vous changez de département.
- ▶ Vous n'avez plus à changer votre carte grise en cas de changement de domicile : votre changement d'adresse, qu'il est toujours obligatoire de signaler, ne nécessite pas le changement de votre carte grise. Vous recevez par voie postale une étiquette autocollante mentionnant votre nouveau domicile et l'apposez simplement sur votre carte grise. Cette opération est gratuite. Au bout de trois étiquettes et pour un 4^{ème} changement d'adresse, un nouveau certificat d'immatriculation est produit et vous est adressé.

Les règles relatives aux taxes régionales sur les cartes grises sont intégralement conservées. Elles sont fixées chaque année par les conseils régionaux et continuent à être perçues pour le compte des conseils régionaux par les services de l'Etat. Les taxes régionales continuent à être établies en fonction du domicile figurant sur votre carte grise.

- ▶ Vous pouvez les régler depuis le lieu où vous achetez le véhicule, même si ce lieu est situé en dehors de votre région ou votre département de résidence.
Exemple : Vous êtes domicilié à Lyon, mais vous achetez une voiture d'occasion en Bretagne ; il vous est possible de régler en Bretagne la taxe correspondante à la région Rhône-Alpes.
- ▶ Vous pouvez payer matériellement votre taxe sur le lieu de l'achat de votre véhicule, auprès du professionnel conventionné par la préfecture, ou dans les préfectures.
- ▶ Comme auparavant, la taxe régionale est due lorsque vous achetez un véhicule neuf ou d'occasion.

UN SYSTEME PLUS SÛR

UNE SECURITE AMELIOREE POUR TOUS

Une amélioration de la lutte contre le vol et la falsification des cartes grises

- ▶ Depuis le 15 avril 2009, toutes les cartes grises sont expédiées par voie postale aux usagers. Les services préfectoraux n'en délivrent plus.
- ▶ Aucune carte grise vierge n'est mise en circulation dans le réseau postal, ou dans les préfetures ou les sous-préfetures. Toutes les cartes grises sont expédiées après avoir été personnalisées au nom du titulaire.
- ▶ Les professionnels du commerce automobile chargés de constituer la demande d'immatriculation et de carte grise font l'objet d'une habilitation par le ministère de l'Intérieur. Ils doivent respecter une convention ; leur participation dans ce domaine est accompagnée d'un suivi régulier de la part des services de l'Etat.

Une amélioration de la lutte contre le trafic de plaques d'immatriculation

- ▶ Les confectionneurs-poseurs de plaques continuent de s'assurer que le numéro d'immatriculation qu'ils inscrivent correspond bien au numéro d'immatriculation figurant sur la carte grise du véhicule concerné.
- ▶ L'intervention du professionnel chargé de demander l'immatriculation facilite le contrôle physique du véhicule au moment même où la demande est effectuée.

Un outil modernisé : le nouveau fichier des immatriculations

- ▶ Grâce à l'immatriculation progressive des véhicules déjà en circulation depuis 2009, le nouveau fichier des immatriculations permet de connaître avec une précision accrue la situation réelle du parc automobile.
- ▶ L'utilisation du nouveau fichier des immatriculations est facilitée pour les forces de l'ordre.
- ▶ Le nouveau fichier des immatriculations est enrichi de données supplémentaires relatives, notamment, aux véhicules volés dans certains États membres de l'Union européenne (ceux de l'espace Schengen) afin de lutter contre le trafic international des véhicules volés.

UN SYSTEME PLUS PERFORMANT

PARTENARIATS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le dispositif, conçu pour s'adapter aux futures évolutions technologiques, est plus performant pour chacun des acteurs : usagers, professionnels et services de l'Etat (préfectures et forces de l'ordre), grâce notamment à un partenariat renforcé avec les professionnels du commerce de l'automobile et à l'utilisation des techniques informatiques et électroniques. Un service central de gestion du SIV est mis en place : l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) est en charge du SIV et assure :

- ▶ la maintenance et l'évolution du système ;
- ▶ l'assistance aux usagers, aux professionnels et aux préfectures. Un centre d'appels, ouvert 6 jours sur 7, de 5h à 23h, a été créé (0 811.105 716). Il permet d'informer l'utilisateur sur l'état d'avancement de sa demande d'immatriculation, de résoudre les problèmes juridiques ou techniques rencontrés par les professionnels et les préfectures.

POUR LES USAGERS

Les opérations d'immatriculation sont réalisées dans des conditions de confort et de rapidité accrues.

Lorsque l'utilisateur utilise les services proposés par un professionnel du commerce de l'automobile, le système d'immatriculation lui permet d'obtenir dès paiement des taxes, un certificat d'immatriculation provisoire valable un mois, où figure son numéro d'immatriculation définitif dès l'envoi de la demande de titre et même en dehors des heures d'ouverture des guichets des préfectures.

Ainsi, à l'issue d'une seule démarche, l'utilisateur peut recevoir sa carte grise à son domicile, sans avoir à se déplacer en préfecture.

Enfin, de nouvelles démarches réalisables par Internet sont offertes aux usagers (en plus du certificat de non-gage déjà accessible par Internet) : obtention du certificat de cession, pré-saisie de la demande de carte grise, changement d'adresse...

POUR LES PROFESSIONNELS HABILITÉS

Les principaux professionnels concernés sont les constructeurs automobiles, les concessionnaires, les garagistes, les vendeurs indépendants et les loueurs de véhicules.

Un an après le lancement du SIV, ils sont déjà plus de 23 000 professionnels de l'automobile à être partenaires du SIV.

Déjà associés au processus d'immatriculation des véhicules, ils offrent à leurs clients une prestation de service élargie «autour du véhicule».

Ils accomplissent depuis leur point de vente et sans déplacement à la préfecture, les opérations nécessaires à la mise en circulation du véhicule acheté par leur client : demande et enregistrement du numéro d'immatriculation, délivrance du document provisoire d'immatriculation et pose de plaques d'immatriculation.

D'autres professionnels peuvent se raccorder au SIV dans leurs domaines de compétences (experts, broyeurs-démolisseurs, huissiers, assureurs...).

Le SIV vise à développer la dématérialisation de l'ensemble des procédures administratives touchant à l'immatriculation.

POUR LES SERVICES DE L'ETAT

Le dispositif permet aux agents des préfectures de se consacrer en priorité aux cas complexes d'immatriculation et à des missions de conseil, de suivi et de contrôle.

La lutte contre les vols de véhicules est facilitée par l'optimisation des possibilités de recherches, offerte par la nouvelle application informatique.

PLAQUES ET NUMEROS

Le nouveau numéro

Le numéro, attribué chronologiquement dans une série nationale unique, est composé d'une série de 7 caractères formée de 2 lettres, 1 tiret, 3 chiffres, 1 tiret, 2 lettres.

Ce système permet environ 280 millions de combinaisons. Sa durée de vie est estimée à 70 ans.

La nouvelle plaque

La nouvelle plaque est plus facilement lisible par le contraste des caractères de couleur noire sur fond blanc et d'autre part, répond à des nécessités d'ordre écologique (la couleur jaune utilisant des composés à base de plomb nuisibles pour l'environnement).



← Logo de la région

← Numéro du département

Vous pouvez faire réaliser votre plaque d'immatriculation soit chez le professionnel de l'automobile, soit chez un fabricant de votre choix.

Les véhicules de collection disposent d'un régime dérogatoire pour préserver leur caractère historique. Ils peuvent utiliser exceptionnellement une plaque sur fond noir dans le format d'origine, avec un numéro SIV (au moment de l'émission d'un nouveau certificat d'immatriculation).

Les plaques des véhicules du corps diplomatique conservent leurs caractéristiques actuelles mais sont enregistrées dans le SIV. Tant qu'elles ont le statut diplomatique, elles ont un numéro spécial.

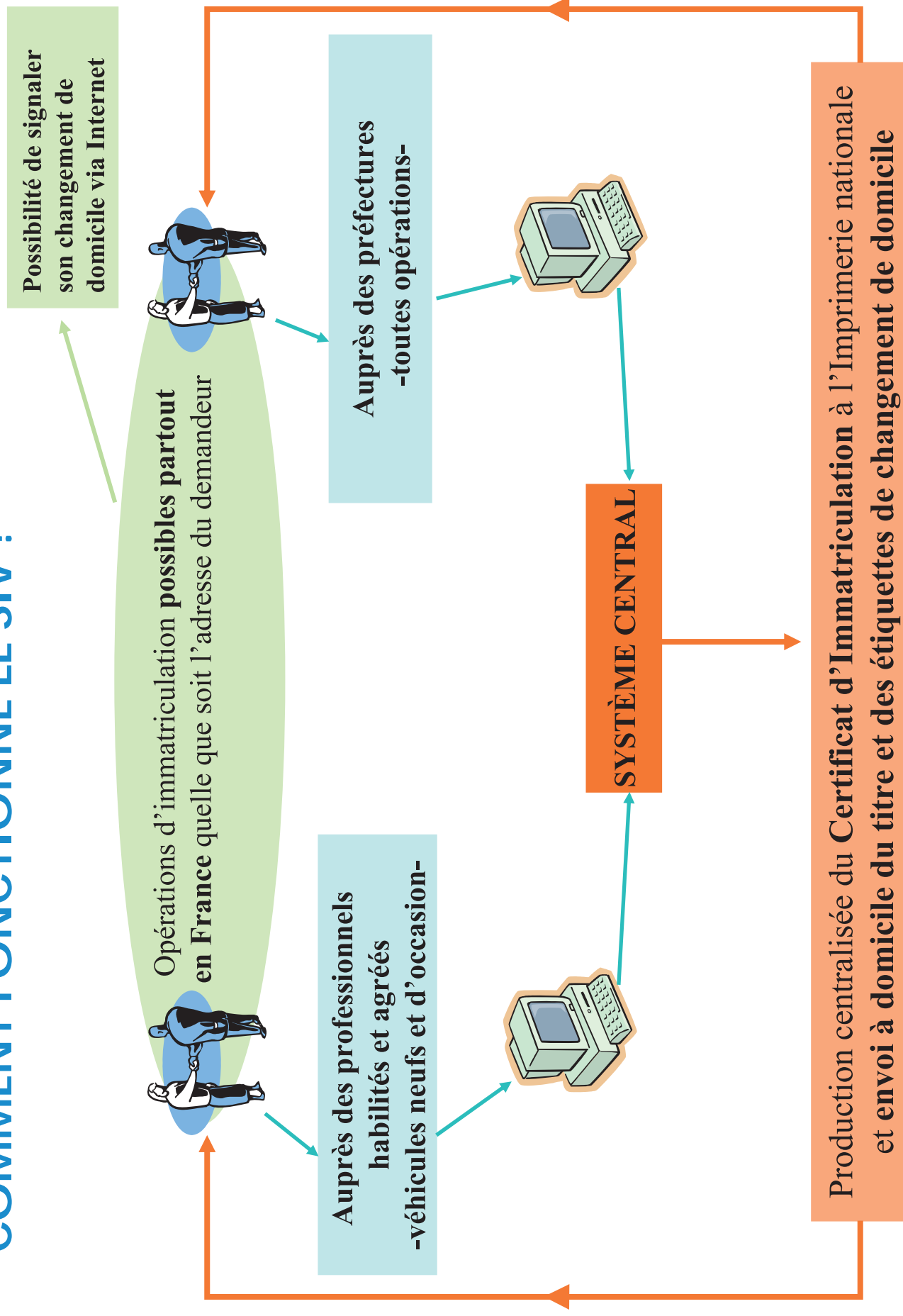
Liberté de choix pour le numéro de département

Vous devez faire apparaître, sur la partie droite de la plaque et sur un fond bleu, un identifiant territorial comprenant le numéro de département de votre choix surmonté du logo de la région correspondante.

Cette référence locale n'a pas nécessairement de lien avec votre adresse. Vous pouvez donc choisir le département avec lequel vous ressentez les attaches ou les affinités personnelles les plus profondes, que celui-ci soit ou non votre département de résidence.

En outre, vous pouvez conserver ou modifier la référence locale apposée par l'ancien propriétaire en cas de rachat d'un véhicule d'occasion.

COMMENT FONCTIONNE LE SIV ?



LA NOUVELLE PLAQUE D'IMMATRICULATION



Avec la contribution de la Fédération des industries des équipements pour véhicules (FIEV).

LES SYSTÈMES D'IMMATRICULATION DANS LES PAYS D'EUROPE FRONTALIERS ET LE BENELUX

LE SYSTÈME D'IMMATRICULATION À LA PERSONNE

Il est pratiqué

- ▶ en Belgique ;
- ▶ en Suisse.

A la différence de la France, les plaques d'immatriculation sont amovibles puisqu'elles doivent pouvoir être enlevées du véhicule précédent pour être posées sur le véhicule nouvellement acquis par l'usager : les plaques sont d'ailleurs fixées au véhicule par de simples vis et non par des rivets.

Belgique



Immatriculation de type centralisé (compétence de l'État fédéral), fondée sur un système doublement original au sein de l'Union européenne : l'immatriculation y est liée non pas au véhicule mais à la personne de son propriétaire (qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une personne morale) ; un service d'immatriculation en ligne, créé en 2003 et dénommé WebDIV, offre aux courtiers, sociétés de leasing et compagnies d'assurances la possibilité d'introduire eux-mêmes les données nécessaires à l'immatriculation des véhicules de leurs clients.

La Direction des immatriculations (DIV), qui gère, à Bruxelles, un répertoire national, vérifie et traite les données transmises, puis adresse le certificat et la plaque d'immatriculation au client lui-même.

Format usuel : 3 lettres, suivies d'un tiret, puis de 3 chiffres (mais d'autres systèmes de numération ont préexisté, avant 1973, et ils continuent à cohabiter avec l'actuel dispositif).

Le format est cependant appelé à changer très prochainement, en s'inversant : 3 chiffres, un tiret, 3 lettres.

Des combinaisons sont proscrites : sigles politiques, termes vulgaires, ...

Il est impossible d'identifier la région d'origine d'une voiture belge.

Les 3 premières lettres sont séquentielles : la série des P s'est terminée à PZZ 999, mais n'a pas été suivie de QAA (l'immatriculation a redémarré à son point de départ, moyennant la réaffectation des plaques qui n'étaient plus en circulation). Par la suite, la séquence a continué jusqu'à la série SZZ. Par manque de numéros, les séries suivantes sont en cours d'attribution, la série YZZ devant être

bientôt atteinte. L'inversion annoncée du format devrait se traduire par l'attribution, sous quelques semaines, d'un premier numéro de type 001-AAA.

Sur la plaque, bordée d'un liseré rouge, l'immatriculation apparaît en rouge sur fond réflectorisé blanc.

La plaque arrière – officielle et aux dimensions spécifiques – est fournie par l'administration et comporte un sceau ; la plaque avant est achetée dans le commerce.

Les Belges gardent leurs plaques à vie et les remettent sur leur nouvelle voiture, sauf s'ils décident de les rendre (lorsqu'ils ne remplacent pas immédiatement une voiture par exemple).

Suisse



Immatriculation de type décentralisé (compétence du canton).

Cependant, un fichier central existe depuis 1988.

Le système reposant sur le concept de «Plaques à la personne», le numéro d'immatriculation permet l'identification moins du véhicule que de son propriétaire.

Format : deux lettres suivies d'une séquence de chiffres pouvant aller de 1 à 999.999.

- ▶ les 2 premières lettres indiquent le canton du domicile du détenteur (Ge pour Genève, VD pour le canton de Vaud ...) ;
- ▶ la seconde partie représente le numéro d'identification attribué au détenteur.

Le drapeau suisse ainsi que l'écusson du canton figurent sur les plaques.

Les plaques d'immatriculation suisses sont délivrées par les autorités cantonales d'immatriculation aux personnes justifiant d'une assurance pour le véhicule destiné à les recevoir. C'est l'autorité d'immatriculation qui est propriétaire des plaques et non leur attributaire.

Les plaques, produites dans trois usines, sont sécurisées : elles intègrent un microprocesseur interrogeable à distance.

Une seule immatriculation peut porter sur plusieurs voitures de mêmes type et cylindrée ou au contraire sur deux véhicules de types, marques et cylindrées totalement différents.

La restitution temporaire des plaques est possible lorsque le véhicule est inutilisé et l'assurance suspendue (en hiver, par exemple).

LE SYSTÈME D'IMMATRICULATION AU VÉHICULE

Le SIV français se rattache à cette seconde catégorie.

Allemagne



Le système peut être qualifié, par assimilation, de supra-cantonal : si sa définition relève de la compétence de l'État fédéral, les numéros d'immatriculation sont délivrés au niveau du Kreis, c'est-à-dire de l'équivalent de l'arrondissement français.

Chacun des 450 points d'immatriculation gère un fichier qui lui est propre et alimente un fichier central des véhicules. Le changement de domicile, lorsqu'il intervient à l'extérieur de l'arrondissement, donne lieu à l'attribution d'un nouveau numéro d'immatriculation.

L'immatriculation normale se compose de deux parties :

- ▶ La première correspond à la ville de rattachement (et non pas au « Land »). En règle générale, plus la circonscription est importante, moins il y a de lettres pour la désigner (M pour Munchen, S pour Stuttgart, OF pour Offenbach, OG pour Offenburg, SHG pour Schaumburg), sauf exception. Il existerait environ 500 préfixes (villes).
- ▶ La deuxième partie, alphanumérique, et pouvant contenir jusqu'à six caractères, constitue le numéro d'identification du véhicule. Celui-ci est attribué selon des modalités variant d'un arrondissement à l'autre. Des liens existent entre les procédures d'immatriculation et d'assurance du véhicule.

Conformément à la loi fédérale qui en détermine le modèle, les plaques allemandes bénéficient d'une calligraphie standardisée qui lève toute ambiguïté. Ainsi les Allemands n'ont-ils aucun problème pour faire cohabiter des «1» et des «l», ou bien des «0» et des «O».

La plaque avant comporte un macaron sous la barre séparant la circonscription du reste de l'immatriculation. C'est un certificat d'authenticité délivré par la préfecture du Land avec la carte grise du véhicule. En complément de ce sceau, est présent, depuis 1986, un sticker établissant la validité du contrôle anti-pollution.

A l'arrière, se trouve, outre le même poinçon placé sous la barre, un macaron, en partie supérieure, relatif au contrôle technique (le TÜV), indiquant la date limite (mois, année) de présentation du véhicule au TÜV. Cette pastille est donc renouvelée à chaque présentation.

Espagne



Depuis l'été 1999, l'Espagne a adopté un nouveau système d'immatriculation.

Le système est national.

Les numéros d'immatriculation sont attribués de façon aléatoire par les autorités provinciales à partir de lots communiqués par le fichier central. S'il a lieu dans une autre province, le changement d'adresse entraîne la délivrance d'un nouveau numéro d'immatriculation.

Il n'existe plus de distinction entre provinces. Il s'avère dès lors impossible de savoir, en lisant par exemple la plaque «0311 BBG», qu'il s'agit d'un madrilène ou d'un basque. Les différentes provinces en sont restées là où elles en étaient rendues dans l'ancien système : Madrid à ZX, Barcelone à XG, San-Sébastien à BK, Gerone à BP...

Dotées de caractères noirs dont la police est normalisée, les plaques sont toujours à fond blanc. Elles sont constituées de 4 chiffres et de 3 lettres (format : «0123 BCD»). De plus, le sigle E apparaît désormais sur la gauche des plaques dans l'euroband.

La lettre A étant omise, la nouvelle série a donc commencé à BBB, le numéro d'ordre préfixe commençant à 0000.

Grande-Bretagne



Depuis le 1er septembre 2001, le Royaume-Uni utilise un nouveau système d'immatriculation, dont le caractère centralisé est marqué.

Le gouvernement britannique ne l'ayant imposé qu'aux nouvelles immatriculations, il y a cohabitation entre le nouveau et l'ensemble des anciens dispositifs mis en place depuis le début du XXème siècle.

Le véhicule conserve son immatriculation d'origine y compris après sa cession.

Blanc réfléctorisé à l'avant et jaune réfléctorisé à l'arrière, avec des caractères noirs dans les deux cas, la plaque britannique de l'actuelle génération est au format ci-après :

AA 99 AAA (2 lettres, 2 chiffres, 3 lettres).

- ▶ Les deux premières lettres indiquent l'une la région (ex : «S» pour «Scotland») et la seconde la ville, ou, plus exactement, le bureau de la DVLA (Driver and Vehicle Licensing Agency). Ainsi «SX» signifie : Ecosse, Inverness.
- ▶ Les chiffres permettent d'identifier l'année – et même le semestre – d'immatriculation.
- ▶ Les trois dernières lettres ne résultent pas d'un numéro de série : elles ont un caractère aléatoire.

Les particularités du système sont les suivantes :

- ▶ Exclusion de certaines lettres
 - Pour les lettres des régions/villes, les lettres «I», «Q» et «Z» ne sont pas utilisées.
 - Pour les lettres tirées au hasard, le «I» et le «Q» peuvent être exclus s'ils se trouvent dans une combinaison de lettres qui peut être considérée comme injurieuse.
- ▶ L'eurobande

L'eurobande n'est pas obligatoire et peut comporter les lettres GB. Depuis peu, des eurobandes régionales (SCO, CYM, ENG ou UK) sont autorisées à titre optionnel, accompagnées du drapeau correspondant : la sortie du territoire implique dans ce cas la pose d'un macaron ovale «GB».

Italie



Le système est national. L'immatriculation repose sur un fichier central géré par un Centre d'élaboration des données (CED), lequel est renseigné par les constructeurs et importateurs.

C'est en 1993 que le système a complètement changé.

La principale innovation a consisté à centraliser un dispositif géré précédemment dans 103 provinces. Le bureau «Motorizzazione Civile», c'est à dire le bureau des immatriculations, que l'on peut trouver dans toutes les grandes villes, délivre la plaque d'immatriculation automobile. Un délai d'un à deux mois serait nécessaire à son obtention.

La nouvelle série a commencé avec AA 000 AA jusqu'à AA 999 ZZ, puis s'est poursuivie avec AB 000 AA, etc ...

Dans un premier temps, le dispositif s'est traduit par la suppression de la référence locale du numéro d'immatriculation : il n'était dès lors plus possible, en principe, de différencier un Napolitain d'un Génois.

Mais, depuis janvier 1999, il est à nouveau possible d'identifier la région d'origine et même l'année d'immatriculation : ainsi, à gauche de la plaque, figure le I de Italie surmonté du drapeau européen cependant qu'à droite peuvent être inscrites l'année d'immatriculation dans un cercle et juste en dessous, les lettres désignant la ville siège de la province (MI, FI ...).

A noter que les plaques d'immatriculation sont fabriquées à l'Imprimerie nationale, par lots répartis entre les 103 offices provinciaux.

Luxembourg



Le système est national.

Depuis le 1er juillet 2003, la numérotation a changé et les plaques comportent une eurobande «L».

Les deux premières lettres sont séquentielles, mais le système de numération est complexe : par exemple, «ZY-9999» ne signifie pas que l'immatriculation est récente.

À fond jaune vif tant à l'arrière qu'à l'avant du véhicule, les plaques, sont composées

- ▶ de deux lettres (séries AA, CD et ZZ réservées) ;
- ▶ de quatre chiffres attribués par blocs dans chaque série :
 - BA 4001 jusqu'à BA 4999 ;
 - CA 5001 jusqu'à CA 5999 ;
 - DA 6001 jusqu'à DA 6999 ;
 - etc.

Anciennement, les plaques étaient formées :

- ▶ soit de chiffres allant jusqu'à 99999 ;
- ▶ soit, en prolongement de cette série, d'une combinaison de lettres et de chiffres :
A 0001 jusqu'à Z 9999,
et ensuite AA 001 jusqu'à ZZ 999.

Les anciennes plaques des véhicules qui ne sont plus en circulation sont réattribuées.

Pays-Bas



Le système est centralisé et lié au véhicule pour la durée de son existence, l'immatriculation néerlandaise est de type centralisé.

Les Pays-Bas sont dotés d'un fichier national des immatriculations des véhicules automobiles.

Les plaques, dont les dimensions sont conformes au standard européen (52 x 11 cm), sont nationales.

Format : 3 séries de 2 caractères :

- ▶ de sept. 1978 à août 1991 : 2 lettres - 2 chiffres - 2 lettres, soit AA 99 AA
- ▶ de sept. 1991 à juin 1999 : 2 lettres - 2 lettres - 2 chiffres, soit AA AA 99
- ▶ depuis juillet 1999 : 2 chiffres - 2 lettres - 2 lettres, soit 99 AA AA.

Les voitures privées commencent par D F G H J L P R S T X ET Z.

Les lettres A C E I M O Q U et W ne sont pas utilisées en 2ème position.

Autrefois, les plaques étaient sur fond bleu marine. Depuis 1977, elles ont un fond jaune vif et comportent un liseré noir.

Le nom de leur fabricant y apparaît, de même que le numéro de l'entreprise de pose. Un code identifie le duplicata éventuel.

La carte de France des logos régionaux du SIV

